HAL open science

Colombie 2018 : les élections après la paix

Luisa Cajamarca

▶ To cite this version:

Luisa Cajamarca. Colombie 2018 : les élections après la paix. Les Études du CERI, 2019, 239-240, pp.63 - 65. 10.25647/etudesduceri.239-240.13 . hal-03457710

HAL Id: hal-03457710

https://sciencespo.hal.science/hal-03457710

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Colombie 2018 : les élections après la paix

par Luisa Cajamarca

L'année 2018 n'a pas été une année électorale ordinaire en Colombie. Le pays tenait ses premières élections dans un contexte post-conflit, ce qui a permis à de nombreux électeurs d'apprécier les bénéfices apportés par l'accord de paix.

Pour la première fois depuis des décennies, les élections se sont déroulées dans un climat apaisé et aucune violence n'a été déplorée[1]. Le pays a connu sa participation électorale la plus importante depuis la fin du régime de partage de pouvoir en 1974 (53 % contre une moyenne de 46 % entre 1978 et 2010)[2].

Pour autant, la campagne électorale a perturbé la mise en œuvre des accords de paix. Concernant par exemple le point 2 de l'accord (« la participation politique »), les progrès ont été insuffisants. L'ouverture démocratique du système politique demeure partielle. Selon l'Institut Kroc, seules 10 % des réformes prévues ont été engagées[3]. Concernant la prévention de la violence, l'avancée est de 20 %, mais l'assassinat de nombreux dirigeants d'organisations sociales a changé la donne. Selon le Défenseur du peuple, trois cent quarante-trois dirigeants ont été tués entre le 1er janvier 2016 et le 31 août 2018[4]. La plupart des meurtres ont eu lieu dans les zones de post-conflit, en particulier dans quatorze des seize régions ciblées en priorité pour les opérations de réintégration des combattants de la guérilla[5]. Les deux autres objectifs principaux de ce point 2 sont en suspens. L'accord de paix prévoyait, au titre de la participation électorale des victimes, de leur réserver seize circonscriptions temporaires spéciales de paix, mais la réforme n'a pas été adoptée par le Parlement. De même, la réforme électorale a été repoussée. En revanche, le statut de l'opposition a été adopté, ce qui représente un indéniable succès historique. Il doit désormais permettre à l'opposition parlementaire de faire valoir ses droits.

Pour la première fois également, les débats de la campagne n'ont pas tourné autour de la question de la guerre et des négociations de paix avec les guérillas. Un nouvel agenda de discussion est apparu, où les thèmes de la corruption, de l'environnement ou de l'éducation préfigurent les débats à venir.

---

[1] Misión de Observación Electoral, « Elecciones de presidencia de la República 2018 - Primera vuelta », Informe preliminer MOE, 31 mai 2018, **https://moe.org.co/wp-content/uploads/2018/05/20183105_INFORME-PRELIMINAR-FINAL_FINAL-1.pdf**

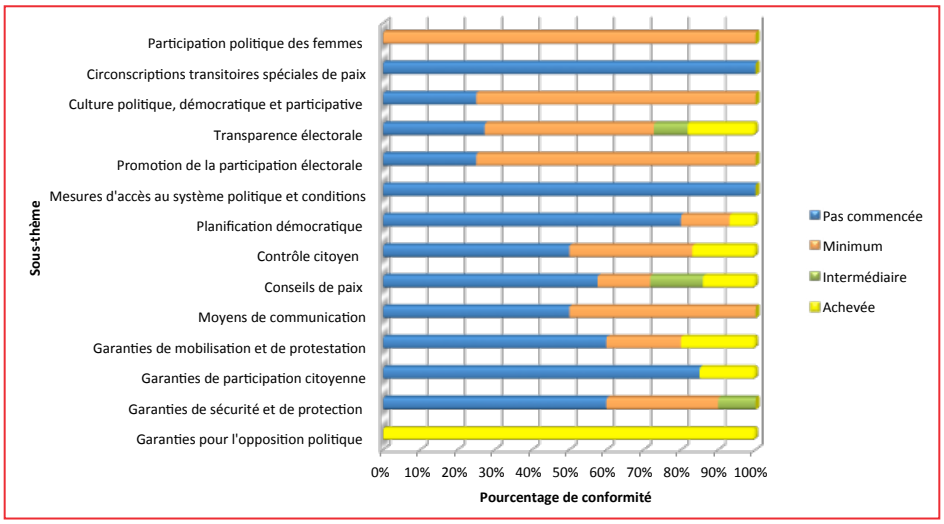
[2] F. Barrero, « Abstencionismo electoral en Colombia : Una aproximación a sus causas », Registraduría Nacional del Estado Civil. Centro de Estudios en Democracia y Asuntos Electorales et Universidad Sergio Arboleda, décembre 2013, **www.registraduria.gov.co/IMG/pdf/CEDAE_-_Abstencionismo_electoral_en_Colombia.pdf**

[3] Institut Kroc, « Segundo informe sobre el estado efectivo de la implementación del acuerdo de paz. Décembre 2016-mai 2018 », Escuela Keough de Asuntos Globales Universidad de Notre Dame, août 2018, **https://kroc.nd.edu/assets/284864/informe_2_instituto_kroc_final_with_logos.pdf**

[4] C. González Posso, « Categorias, patrones y determinantes en los asesinatos y amenzas a líderes sociales », INDEPAZ Bogota, avril 2018, **http://fileserver.idpc.net/library/CATEGORIAS-Y-PATRONES-EN-LOS-.pdf**

[5] Misión de Observación Electoral, « Elecciones de presidencia de la República 2018 - Primera vuelta », art. cité.

Figure 1
Mise en œuvre du point 2 de l'accord de paix
Participation politique



Source : compilation de Luisa Cajamarca à partir du rapport sur la mise en œuvre de l'Institut Kroc

Nouveau contexte, nouveaux acteurs

Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), rebaptisées Force alternative révolutionnaire du commun, sont devenues un parti politique et ont obtenu, en vertu de l'accord de paix, cinq députés et cinq sénateurs. En dépit des difficultés rencontrées pendant la campagne, quatre-vingt-cinq mille Colombiens ont voté pour la FARC[6]. Contrairement à ce qui était attendu, ces votes ne se sont pas concentrés dans les zones qu'occupaient les FARC avant l'accord de paix. Dans de nombreuses régions, l'hostilité à la participation politique des FARC s'était exprimée lors du référendum sur les accords de paix de 2016 qui avait vu la victoire du non[7]. Les groupes religieux, notamment évangéliques, s'étaient alors montrés très influents.

Ces élections ont aussi vu l'émergence d'un candidat outsider qui non seulement est parvenu au second tour, mais a su imposer les thèmes du débat durant la campagne[8]. La candidature de Gustavo Petro a tranché avec celles des partis traditionnels car il s'est adressé directement aux électeurs lors de meetings en plein air, souvent en centre-ville. Le discrédit des partis traditionnels a favorisé son émergence. Il a aussi motivé les candidats à se présenter au nom de « groupes citoyens » et non de partis, comme le permet la loi[9]. Seuls le Centre démocratique et le Parti libéral ont fait exception. Sous l'impulsion de Petro[10], la campagne a permis à tous de discuter de thèmes comme l'éducation ou les énergies renouvelables dans un contexte de paix.

[6] « ¿ Cómo les fue a la Farc en las urnas ? », *Semana*, 31 novembre 2018.

[7] F. Massé, « La difficile mise en œuvre des accords de paix en Colombie », *in* Opalc, *Amérique latine. L'année politique 2017/Les Etudes du CERI*, n° 233-234, janvier 2018.

[8] « Colombia humana. Detalles del programa de gobierno para una era de paz », **https://petro.com.co/programa-politica/**

[9] Registraduria nacional del estado civil : **www.registraduria.gov.co**

[10] G. Petro, « ¿ Esperanza o miedo ? », *Semana*, 5 mai 2018.

La compétition électorale : valeurs ou idéologie ?

La carte électorale de la Colombie en 2018 présente peu de différences avec celle du référendum de 2016. La polarisation de l'opinion publique, perceptible depuis l'élection de Juan Manuel Santos en 2014, est toujours bien présente. Le pays est fractionné entre le centre et la périphérie. Les zones rurales exposées au conflit ont voté oui au référendum, contrairement aux secteurs urbains du centre du pays. Le vote en 2018 n'a pas suivi exactement les mêmes lignes de clivage, mais la carte fait apparaître un vote Petro dans les régions périphériques progressistes qui ont défendu l'accord de paix. Les grandes villes qui avaient voté non ont opté pour Iván Duque, lui-même opposant aux accords. Le candidat de droite du Centre démocratique ne l'a toutefois pas emporté dans la capitale Bogota.

Figure 2
Second tour des élections présidentielles 2018

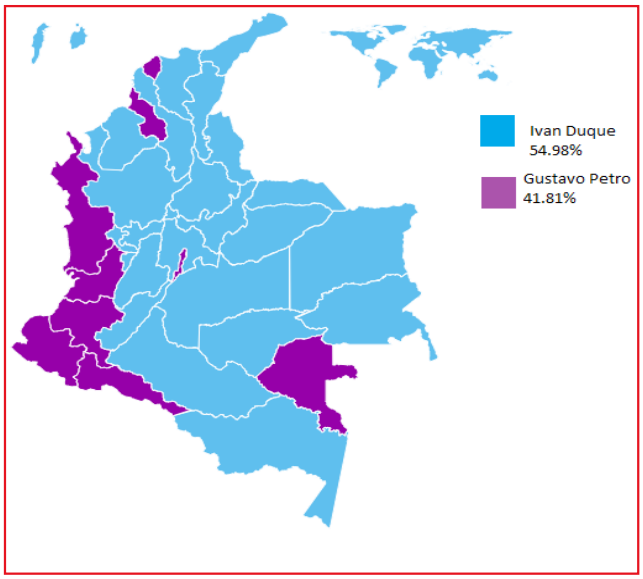
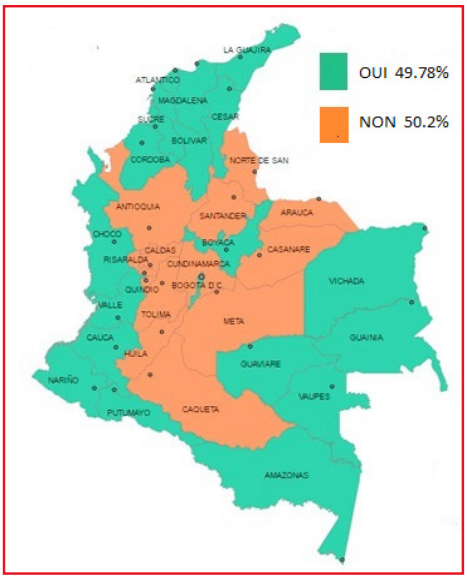


Figure 3
Référendum 2016



Source : Registraduría Nacional del Estado Civil

Une des particularités des élections de 2018 réside dans la polarisation politique héritée, en partie, du contexte post-référendum. Le contraste idéologique et politique entre les deux candidats au second tour a été spectaculaire. Bien des débats ont pourtant été parasités par une rhétorique mensongère sur l'influence du « castro-chavisme », l'« idéologie de genre » ou la soumission du pays à la FARC. Véhiculées par la droite, ces thématiques sortaient du débat politique pour faire appel directement aux valeurs morales des électeurs concernant la défense de la famille ou la propriété privée. De ce point de vue, les élections en Colombie en 2018 ont ressemblé à celles organisées au Brésil.

Traduit par Olivier Dabène